

### ⇒ Actualité gouvernementale et parlementaire

- Le 10 juillet, devant le CNCPH et en présence de Sophie Cluzel, Secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargée des Personnes handicapées, [les rapporteurs des cinq chantiers nationaux mis en place dans le cadre de la Conférence Nationale du Handicap, sont venus restituer le résultat de leurs travaux.](#)
- Sophie Cluzel, Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des Personnes handicapées, a confié une [mission sur la mobilisation des entreprises, à Jean-Pierre Letartre, président du cabinet d'audit et de conseil EY France et Christian Sanchez, conseiller social de LVMH.](#) "Cette mission vise à rassembler une centaine d'entreprises autour d'une démarche volontariste en matière de maintien et d'insertion en emploi des personnes handicapées".
- Dans une interview donnée à l'AEF, Florence Gelot, conseillère de Sophie Cluzel revient sur les différents chantiers de la concertation nationale « offres de services » et les suites engagées. [Parmi les chantiers amorcés,](#) une circulaire sur le Prith est en préparation et sera publiée courant octobre. Par ailleurs, le rapprochement entre Pôle emploi et Cap emploi pour un "lieu unique d'accueil" sera organisé à partir de début 2020 et la plateforme emploi handicap sera quant à elle, lancée en novembre 2019 lors de la semaine européenne pour l'emploi.

### ⇒ Réglementation

- Dans le cadre du Plan « Pour une rentrée pleinement inclusive en 2019 », [la circulaire DGCS/SD3B/2019/138 du 14 juin 2019,](#) précise les modalités de la création dès la rentrée de septembre 2019, d'équipes mobiles d'appui médicosocial pour la scolarisation des enfants en situation de handicap.
- Publication du [décret N°2019-645 du 26 juin 2019](#) relatif aux fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique. Ce dernier vient modifier certaines règles relatives aux fonds et préciser les modalités applicables à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés dans le secteur public.
- Publication du [décret N°2019-646 du 26 juin 2019](#) fixant le délai de mise en conformité avec les obligations de déclaration d'emploi des travailleurs handicapés dans le secteur public.
- Le mardi 23 juillet 2019, le Sénat a définitivement adopté la loi de transformation de la fonction publique ([Loi n°2019-828 du 6 août 2019](#)). Le FIPHFP a publié le 22 août un document faisant état des principales dispositions de cette loi, notamment [celles qui vont directement concerner l'activité du FIPHFP.](#)
- Les entreprises au chiffre d'affaire annuel supérieur à 250 millions d'euros disposent d'un an pour [rendre leur site internet accessible aux personnes handicapées,](#) au terme du [décret n°2019-768 du 24 juillet 2019](#) relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des services de communication au public en ligne.

- Suite au décret n°2019-360 du 24 avril 2019, la publication de [l'arrêté d'approbation du cahier des charges de l'expérimentation « Entreprise adaptée de travail temporaire » le 13 juillet 2019](#) permet le lancement de l'expérimentation prévue à l'article 79 de la loi du 5 septembre 2018 dans le cadre de l'engagement national « Cap vers l'entreprise inclusive 2019-2022 ».
- Dans le cadre de [la stratégie nationale autisme, chaque département devra ouvrir un Groupe Entraide Mutuelle \(GEM\) d'ici à 2022](#). Cette ambition a été entérinée le 27 juin 2019 par [l'arrêté 0168 fixant le cahier des charges des groupes d'entraide mutuelle](#).
- Publication de [l'arrêté du 9 septembre 2019](#) relatif aux modèles de formulaires de demande de reconnaissance de la lourdeur du handicap, aux modalités de calcul mentionnées à l'article R. 5213-45 du code du travail et au montant annuel de l'aide à l'emploi mentionné à l'article R. 5213-49.

⇒ **Politiques publiques**

**Qualification – Formation – Alternance**

- [L'Agefiph a déjà lancé dans huit régions ainsi qu'en outre-mer le dispositif "Ressource Handicap Formation"](#). Il vise à appuyer les acteurs de la formation pour favoriser l'accès des personnes handicapées à la formation professionnelle et la compensation en formation, ainsi qu'à accompagner les organismes de formation dans le développement de leurs pratiques d'accessibilité.
- Le ministre de l'Éducation nationale et la secrétaire d'État chargée des Personnes handicapées ont installé un [Comité national de suivi de l'école inclusive](#), le 17 juillet 2019. Présidée par les deux ministres, l'instance est chargée "du suivi du déploiement [de l'école inclusive], d'en identifier les freins et les conditions de réussite".
- Présentation le 18 juillet 2019, des préconisations du [rapport de la commission d'enquête parlementaire sur l'inclusion des élèves handicapés à l'école](#). Ce rapport préconise d'augmenter globalement "le nombre de créations d'Ulis dans le second degré - et particulièrement au lycée ". La commission d'enquête s'est fixé le double objectif, d'établir un diagnostic partagé et chiffré de la situation des élèves et étudiants en situation de handicap depuis la loi du 11 février 2005, et de proposer un "acte II" de la loi de 2005, en s'inspirant du "principe d'éducabilité" que tous les élèves et étudiants peuvent apprendre, à condition de leur en donner les moyens.  
Publication d'un [dossier de presse](#) relatif aux changements engagés pour la rentrée 2019 dans le cadre de la mise en place d'une école inclusive. Ce dossier s'adresse aux parents et élèves concernés par le handicap.
- Publication du [Rapport n° 2178 fait au nom de la commission d'enquête sur l'inclusion des élèves handicapés dans l'école et l'université de la République](#). Dans ce rapport, la commission d'enquête s'est fixé le double objectif, d'établir un diagnostic partagé et chiffré de la situation des élèves et étudiants en situation de handicap depuis la loi du 11 février 2005, et de proposer un "acte II" de la loi de 2005, en s'inspirant du "principe d'éducabilité" que tous les élèves et étudiants peuvent apprendre, à condition de leur en donner les moyens.

- La Haute Autorité de la Santé a publié une note de cadrage [« Concevoir et soutenir la réussite scolaire et éducative des enfants en situation de handicap et des enfants accompagnés par le dispositif de l'aide sociale à l'enfance »](#), proposant des recommandations de bonnes pratiques aux professionnels sociaux et médico-sociaux.
- Le 19 septembre se réunissait le [comité de pilotage du volet national « polyhandicap »](#), de la [stratégie quinquennale de l'évolution de l'offre médico-sociale](#), en présence de la secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées. Il s'agissait de faire un point d'étape sur l'avancée des travaux et à dresser des perspectives d'actions nouvelles. Parmi les travaux en cours d'élaboration se trouve un **module de formation destiné aux professionnels**. Il vise à donner des outils pour adopter des postures professionnelles adaptées aux besoins spécifiques des personnes polyhandicapées.
- L'AFPA a réalisé pour le compte de l'Etat avec le soutien du ministère du Travail un [« Guide pratique d'aménagement des sessions d'examen du titre professionnel pour les personnes en situation de handicap »](#). Ce guide vise à répondre aux questions des responsables de sessions d'examens et à faciliter l'organisation de ces sessions pour une meilleure prise en compte de la situation de handicap.

### **Emploi & Insertion**

- Dans [une publication du 2 juillet 2019](#), l'INSEE souligne que le nombre de personnes de 15 à 64 ans reconnues handicapées a augmenté d'un million en dix ans, atteignant 2,6 millions en 2018. Cette croissance alimente la hausse du nombre de demandeurs d'emploi en situation de handicap.
- Le FIPHFP a publié le 20 juin [les chiffres de l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap au sein des fonctions publiques de l'Etat, hospitalière et territoriale pour l'année 2018](#). Ces résultats attestent d'une progression historique du taux d'emploi légal des personnes en situation de handicap dans la Fonction publique de 5,61 %. Cela représente au total 250 760 agents en situation de handicap.
- L'Agefiph a publié le 11 juin un [guide pratique sur la Réforme de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés](#).
- Le CNCPH a publié le 28 septembre une [contribution à la « concertation relative à l'offre de services d'accompagnement à l'emploi des personnes en situation de handicap »](#) ouverte par le gouvernement le 19 juillet 2018. Cette contribution formule six recommandations pour l'accompagnement vers et dans l'emploi et au travail des personnes en situation de handicap.

### **Maintien dans l'emploi**

- Le Premier ministre Édouard Philippe a confirmé dans son discours de politique générale, sa volonté de prolonger le temps passé en activité et de réformer la retraite. C'est dans ce contexte que Malakoff Médéric a publié le 13 juin 2019, [une étude sur l'allongement de la vie professionnelle](#). Le groupe de protection sociale a interrogé 1 000 salariés et 400 dirigeants

pour recueillir leur vision sur un monde du travail en pleine mutation et les sonder sur les actions déjà menées sur le bien vieillir au travail.

### **Actualités transversales**

- Approbation du rapport annuel du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique pour l'année 2018 lors de la [délibération n°2019-06-05 du 12 juin 2019](#).
- Publication du rapport du Défenseur des Droits relatif à la [lutte contre les discriminations et à la prise en compte de la diversité de la société française dans la fonction publique](#).
- Publication du [Rapport IGAS N°2018-126R](#) « Améliorer et simplifier la compensation du handicap pour les enfants. Clarifier l'articulation entre l'AEEH et la PCH ». Le rapport propose une nouvelle cartographie des prestations proposées aux familles, permettant d'accompagner les parcours des enfants en situation de handicap de la naissance à l'âge adulte.
- La DRESS a publié le 14 juin 2019 une étude sur les « [parcours et profils des bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap en 2016](#) ». Au 31 décembre 2016, 284 100 personnes ont un droit ouvert à la prestation de compensation du handicap (PCH) en France, soit quatre habitants sur mille.
- Carine Radian et Thierry Michels ont remis au premier ministre et à la Secrétaire chargée des personnes handicapées un [Rapport portant sur « la représentation et la participation des personnes en situation de handicap à la construction des politiques publiques pour une société inclusive »](#) (5<sup>e</sup> chantier de la concertation nationale). Ce rapport propose d'élargir les missions du Conseil National Consultatif des Personnes Handicapées [CNCPH] et de le rebaptiser Haut Conseil aux Citoyens Handicapés [HCCH].

#### ⇒ **Employeurs et négociation collective**

- Le Fafih, l'Opco du secteur de l'hôtellerie-restauration, a mis en ligne un site internet destiné à "favoriser l'intégration des salariés en situation de handicap" au sein des entreprises de ses secteurs adhérents. Baptisée "[la Sensibox](#)", cette initiative paritaire a pour but de sensibiliser les salariés de ces entreprises via un module de formation en ligne.

#### ⇒ **Retour sur les événements de la période**

- Le 14 juin 2019, la FIRAH, le CCAH et Malakoff Médéric Humanis se sont associés pour ouvrir un [appel à projets](#) de recherche appliquée sur le thème de l'emploi accompagné et du handicap. Les acteurs intéressés ont jusqu'au 23 septembre pour envoyer leur lettre d'intention, la réception des dossiers étant ensuite fixée au 9 mars 2020.
- Le 28 juin dernier, [le Conseil National des Barreaux organisait son « Grenelle Droit et Handicap »](#) à la Maison de la Mutualité, à Paris. Dédié à l'accessibilité universelle, cette édition était organisée sous le haut patronage du Secrétariat d'État chargé des personnes handicapées et du Défenseur des droits, et en partenariat avec l'association Droit pluriel, le Conseil national



consultatif des personnes handicapées et la MIPROF (Mission interministérielle pour la protection des femmes victimes de violences et la lutte contre la traite des êtres humains).

- L'ANAP (Agence nationale d'appui à la performance des établissements de santé et médico-sociaux) a lancé un [appel à candidature auprès de structures médico-sociales ayant opéré des transformations pour favoriser les parcours inclusifs des personnes en situation de handicap](#). Cet appel à projet s'inscrit dans le plan d'actions « Ambition transformation 2019-2020 » porté par le Secrétariat d'Etat chargé des personnes handicapées, avec pour volonté de renforcer le rôle de l'offre médico-sociale en matière d'accompagnement des parcours inclusifs. L'appel à candidature a pris fin le 23 août.